



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur
l'unité :

IREDU, UMR 5225

sous tutelle des
établissements et organismes :

CNRS

Université de Bourgogne

Janvier 2011



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :

IREDU, UMR 5225

sous tutelle des
établissements et organismes :

CNRS

Université de Bourgogne

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Janvier 2011



Unité

Nom de l'unité : IREDU : Institut de Recherche sur l'éducation : L'Institut de Recherche sur l'Education : Sociologie et Economie de l'Education

Label demandé : UMR

N° si renouvellement : UMR 5225

Nom du directeur : M. Bruno SUCHAUT

Membres du comité d'experts

Présidente : Mme Andrée TIBERGHEN, UMR ICAR, Lyon, France

Experts :

Mme Elisabeth BAUTIER, Université Paris 8

M. Raymond BOURDONCLE, Université Lille

Mme Bénédicte GENDRON, Université Montpellier

M. Bernard REY, Université de Bruxelles (Belgique)

Mme Anne-Catherine WAGNER, Université Paris 1

Mme Monique KERLEAU, Université Paris 1 (représentant le CoNRS)

Mme Nathalie MONS, Université de Marne la Vallée (représentant le CNU)

Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Joël LEBEAUME, Université Paris Descartes

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

Université de Bourgogne :

Mme Sophie BEJEAN (présidente)

Mme Monique DUMAS (Vice présidente recherche)

M. Emmanuel RANC (directeur général)

CNRS

M. Pierre DEMEULENAERE (Directeur scientifique adjoint à l'Institut des Sciences Humaines et Sociales)

M. Daniel COURJON, représentant la Délégation Régionale Centre Est



Rapport

1 • Introduction

- Date et déroulement de la visite : 31 janvier 2011

9h 30 - 10h 30 : Réunion à huis clos du comité d'experts ;

10h 30 - 11h : Rencontre du comité avec les représentants des tutelles : Mme Sophie BEJEAN Présidente, Mme Monique DUMAS VP Recherche ; M. Emmanuel RANC, directeur général, M. Pierre DEMEULENAERE (DSA CNRS), M. Daniel COURJON.

11h - 12h : Rencontre avec M. Bruno SUCHAUT, Mme Catherine BLAYA, Mme Sophie MORLAIX, M. Jean-François GIRET.

12h - 13h 30 : Réunion à huis clos du comité et déjeuner.

13h 30 - 15h 15 : Présentation du bilan et du projet. Discussion entre le comité d'experts et les membres du laboratoire.

15h 15 - 15h 30 : Rencontre du comité avec les doctorants.

15h 30 - 16h : Rencontre du comité avec les personnels ITA.

16h - 17h 30 : Réunion à huis clos du comité d'experts.

Remarque : la visite a eu lieu malgré l'absence de dépôt des documents du bilan et du projet ; les documents ont été transmis aux membres du comité à la mi-janvier.

- Historique et localisation géographique de l'unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :

L'IREDU prend le statut d'équipe de recherche associée au CNRS le 1^{er} janvier 1972 sous le nom d'Institut de recherche en économie de l'éducation ; l'unité est transformée en laboratoire propre du CNRS en 1985 puis prend son statut actuel d'Unité Mixte de Recherche associée au CNRS et à l'Université de Bourgogne en 1994. Cette équipe a été rattachée à la section 37 (économie) du CNRS au moment de sa création et jusqu'en 2003, date à laquelle elle est rattachée à la section 36 (Sociologie). À cette date, l'IREDU change de nom et devient l'Institut de recherche sur l'éducation : Sociologie et Economie de l'Education.

L'IREDU a acquis rapidement une notoriété nationale et internationale sur l'économie de l'éducation. Il participe aux activités du CEREQ et en est un centre régional associé.

L'IREDU a ses locaux dans le campus au pôle AAFE de l'université de Bourgogne



- Equipe de Direction :

Le directeur est M. Bruno SUCHAUT.

- Effectifs de l'unité : (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	12	12
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	4	3
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs y compris chercheurs post-doctorants (cf. Formulaire 2.2, 2.4 et 2.7 du dossier de l'unité)	7	3
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	5,35	5,35
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	2,60	
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.8 du dossier de l'unité)	23	
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	10	9

2 • Appréciation sur l'unité

- Avis global sur l'unité :

Cette unité, qui a une histoire longue et brillante, aborde une nouvelle étape. D'un passé en économie, son activité actuelle est menée essentiellement en sciences de l'éducation du fait des orientations de recherche et de l'appartenance à la 70^e section de la majorité de ses membres. Elle garde l'acquis de l'expérience de méthodologies quantitatives pour mener des travaux articulant l'économie, la psychologie et la sociologie. Il s'agit d'approches peu développées en France alors qu'elles sont importantes au niveau international. Cette nouvelle étape semble aussi marquée par une évolution des relations contractuelles qui restent de qualité ; la participation à de « grands » projets ou réseaux européens ou internationaux diminue (par exemple le réseau d'excellence EQUALSOC est dissous), sans pour autant disparaître, au profit de projets plus nationaux (projet ELFE) ou régionaux. Cette évolution se traduit par le glissement ou la transformation vers des problématiques pluridisciplinaires introduisant la psychologie et la philosophie. Cependant une partie des travaux menés gagnerait à se situer selon des lignes de force mieux déterminées, qu'elles soient disciplinaires ou qu'elles portent sur les objets de recherche.



Cette équipe a vécu des difficultés collectives et des problèmes de gouvernance auxquels le changement générationnel qui se produit actuellement n'est vraisemblablement pas étranger. Son potentiel est fort en particulier grâce aux enseignants chercheurs arrivés dans l'équipe ces dernières années.

Cette unité a une production scientifique incontestable ainsi qu'une expertise reconnue. Malgré sa petite taille (12 enseignants chercheurs et 3 chercheurs) son activité est importante, elle est engagée dans de nombreux projets internationaux, nationaux et régionaux. Elle est un centre associé régional du CEREQ. Elle assure l'adossement de trois parcours de masters : Education et formation, EEA (Eduquer, Enseigner, Apprendre), Sciences économiques.

- **Points forts et opportunités :**

L'IREDU a un passé historique reconnu internationalement ; elle est ancrée dans des relations contractuelles, elle a une compétence, y compris parmi les membres arrivés ces dernières années, de travail dans des projets nationaux et internationaux.

Cette unité est une des rares unités en France et dans le monde francophone à mener des études quantitatives dans le champ de l'éducation.

Cette unité a une bonne dynamique de publication en particulier chez les enseignants-chercheurs (11 sur les 12 enseignants-chercheurs du projet) qui constituent la partie la plus jeune des membres du laboratoire. Elle a une richesse plurielle, au sens où parmi les membres, il y a des compétences en économie, sociologie, psychologie et philosophie ; cette richesse permet de mettre en œuvre ou participer à des projets répondant à une demande sociale, qui est souvent globale. Enfin soulignons le dynamisme des jeunes enseignants-chercheurs qui est un point positif quand on envisage un futur renouvelé pour cette équipe.

Les doctorants apprécient positivement leur encadrement pendant la thèse. Leur insertion professionnelle semble quasi totale un an après la thèse.

La réputation de l'IREDU permet, au moins à certains de ces membres, de mener des travaux d'expertises.

L'IREDU intervient dans plusieurs masters (adossement à trois parcours comme mentionné ci-dessus).

- **Points à améliorer et risques :**

- Cette unité doit à la fois assumer une histoire brillante et se renouveler au niveau des thématiques puisque les compétences de la majorité des membres ont évolué.
- Une meilleure gouvernance devrait permettre de renforcer une cohérence dans la programmation scientifique et de développer une réflexion théorique et méthodologique qui semble devoir être approfondie dans une partie des recherches. Les nouvelles orientations prises par les membres arrivés plus récemment, ambitieuses pour certaines comme les études mettant en jeu plusieurs disciplines, psychologie, économie, sociologie, philosophie, prennent le risque louable de répondre à la demande sociale en utilisant des indicateurs mesurables, mais l'ancrage théorique et méthodologique scientifiquement nécessaire apparaît beaucoup trop peu développé. De plus, la variété des membres, du fait de l'âge et des disciplines, peut conduire à une juxtaposition des recherches qui risque de ne pas permettre un cumul des connaissances construites.
- La place de l'expertise devient un point faible quand elle se fait au détriment de travaux conduisant à des publications scientifiques.
- L'intervention dans les masters, qui est un point positif, ne devrait pas conduire à des recrutements de nouveaux enseignants-chercheurs guidés seulement par des besoins d'enseignement ; les orientations scientifiques de l'IREDU devraient jouer un rôle plus important dans les profils de poste.



- **Recommandations :**

- Assurer et assumer le renouvellement de l'IREDU.

Cette unité est une UMR associée au CNRS et à l'université de Bourgogne, mais elle est relativement petite avec des départs à la retraite de chercheurs CNRS au cours du prochain contrat. De plus, parmi les ITA CNRS, plusieurs vont aussi partir à la retraite. Pour garder le dynamisme, la participation à des projets nationaux et internationaux, et le niveau de productions actuel, des recrutements sont nécessaires. S'agissant de ces recrutements, il serait souhaitable qu'ils soient bien ciblés sur les lignes de force décidées par tous les membres de l'unité, sans nécessairement faire référence à l'IREDU historique. Cela pourrait se faire avec le soutien très affirmé de l'université pour cette unité.

- Améliorer la gouvernance et l'organisation collective de l'unité de recherche.

La gouvernance devrait s'améliorer pour permettre de déterminer plus clairement des lignes de force d'une programmation scientifique ; cela permettrait un approfondissement des cadres théoriques et méthodologiques, avec une réflexion épistémologique sur les objets de recherche. Il s'agirait d'établir des priorités et de réduire la dispersion et la juxtaposition des recherches. Pour cela une équipe de direction qui fonctionnerait de manière collégiale permettrait probablement que toutes les forces vives contribuent au développement collectif de cette unité. Le rôle du conseil de laboratoire devrait aussi être renforcé.

- **Données de production :**

(cf. http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf)

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet	12
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	2
A3 : Taux de producteurs de l'unité [$A1/(N1+N2)$]	80 %
A4 : Nombre d'HDR soutenues (cf. Formulaire 2.10 du dossier de l'unité)	2
A5 : Nombre de thèses soutenues (cf. Formulaire 2.9 du dossier de l'unité)	17

3 • **Appréciations détaillées :**

L'unité n'étant pas structurée en équipes, les appréciations détaillées pour l'ensemble de l'unité sont présentées selon les trois axes du bilan et du projet.

- Axes du bilan :

- Les parcours de formation : leur fabrication dans les institutions d'enseignement et les inégalités afférentes ;
- La valorisation des acquis de l'éducation sur le marché du travail ;
- L'analyse des systèmes éducatifs de pays en voie de développement ;



- Axes du projet :

- La construction des compétences dans les systèmes de formation ;
- L'utilisation des compétences sur le marché du travail ;
- L'analyse de l'action publique en éducation et effets de contexte.

- **Appréciation sur la qualité scientifique et la production :**

Globalement, il apparaît que cette unité a une dynamique de publications importante en particulier pour les enseignants chercheurs (11 sur 12 enseignants-chercheurs et 1 sur 3 chercheurs CNRS). Cependant, concernant le bilan, une remarque s'impose : la présentation est très générale, les dates et les personnes responsables des différentes recherches ne sont pas indiquées, les résultats de recherche n'apparaissent pas clairement. L'absence d'information concernant les porteurs des projets et les renvois aux différentes publications relevant de chacun des axes ne permet ni de cerner quelle a été la dynamique collective de recherche au cours des dernières années, ni d'apprécier de façon précise la production scientifique.

L'axe 1 du bilan « Les parcours de formation : leur fabrication dans les institutions d'enseignement et les inégalités afférentes » regroupe des recherches très diverses, qui s'inscrivent dans une tradition, ancienne à l'IREDU, de recherche sur les « inégalités sociales des carrières scolaires ». Certaines de ces recherches intègrent des approches de psychologie et de psychologie sociale, y compris expérimentales. Cette intégration, développée récemment au sein de l'unité, nécessiterait de mettre en rapport les hypothèses, méthodes et résultats, ce qui ne semble pas être vraiment développé. L'impression donnée dans la rédaction du bilan est celle d'une juxtaposition de différents objets de recherche liée à des recrutements variés, mais relativement opportunistes et individualisés, et relevant peu d'une véritable politique de recherche de l'unité. Une des causes possibles de cette dispersion, au moins apparente, réside vraisemblablement dans l'activité d'expertise en évaluation de dispositifs et de politiques éducatives de l'IREDU. Cette reconnaissance de l'expertise attachée à l'IREDU rend d'autant plus importante la nécessité de la fonder sur une théorisation que les travaux menés ont un impact qui peut avoir de réelles conséquences sociales et politiques.

Globalement, l'hétérogénéité des différentes données et recherches et la mise en relation des différents niveaux de données et d'analyse ne sont pas thématiques. L'originalité des recherches n'est alors pas toujours évidente, d'autant plus que l'opposition ou la mise en relation, voire l'appui sur les autres recherches existant dans ces domaines n'apparaît pas.

Il faut cependant noter des travaux largement reconnus comme ceux autour du projet EQUALSOC, ceux concernant la méritocratie ou encore ceux mettant en jeu des comparaisons internationales comme terrain d'analyse empirique des théories de la justice.

L'IREDU a été membre du réseau d'excellence du 6^e PCDR et de projets internationaux. Sur le plan international, les partenariats semblent diminuer sans pour autant disparaître certains restant effectifs et dynamiques. Le plan national et local se développe ; par exemple on peut noter :

- une collaboration avec les psychologues sur LEAD - CNRS pour une mesure des « compétences » ;
- une insertion dans le projet ELFE, enquête longitudinale depuis l'enfance, coordonné par la DEPP et l'INSERM ;
- un projet financé par l'ANR 2008 sur l'insertion dans le supérieur;

Concernant la quantité et la qualité des publications, communications et thèses, le bilan est tout à fait satisfaisant.



L'axe 2 du bilan « La valorisation des acquis de l'éducation sur le marché du travail », donne peu de précisions sur les recherches effectives et le cadre dans lequel elles sont menées. Néanmoins essentiellement quatre recherches semblent apparaître, dont certaines, relativement anciennes, ont donné lieu à une valorisation sous forme de publications. Il s'agit de :

- La participation de l'IREDU au projet européen REFLEX (Research into employment and professional flexibility) portant sur la manière dont les institutions d'enseignement supérieur tentent de répondre aux demandes du marché du travail.
- L'enquête « Docteurs : génération 2003 » menée pour le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui concerne l'emploi des docteurs dans le secteur privé, prolongée par un nouveau questionnement des enquêtés permettant d'intégrer le jeu des acteurs du marché du travail dans l'analyse.
- L'étude des stratégies d'adaptation au marché du travail des diplômés des Ecoles Supérieures d'Art.
- Une étude, menée en collaboration avec le CEREQ, sur la gestion des premiers niveaux d'emploi (employés d'étages) dans l'hôtellerie.

Ces recherches montrent la diversité des niveaux d'investigation : local, national, international ainsi que des approches, macro et micro.

L'axe 3 du bilan porte sur « L'analyse des systèmes éducatifs de pays en voie de développement ». A partir de l'exemple des pays d'Afrique subsaharienne, les travaux de l'équipe s'attachent aux spécificités des pays en développement dans le traitement des questions traditionnellement débattues en économie et sociologie de l'éducation (fonction de production scolaire, marché du travail, relation entre capital humain et croissance économique) et, plus largement, à la dynamique actuelle des systèmes éducatifs au regard de la problématique efficience/efficacité/équité. Le bilan du quadriennal n'est pas vraiment présenté dans le rapport. Il n'est pas rendu compte d'opérations de recherche précises, *a fortiori* de leurs résultats. Les activités de cet axe sont historiquement liées à la réputation de l'IREDU acquise dans le champ de l'économie de l'éducation. Les chercheurs ont une bonne visibilité internationale, mais nombre de recherches ont été développées dans le cadre de collaborations avec la Banque Mondiale. La pérennité des relations contractuelles avec les organismes internationaux a permis d'assurer le financement des recherches et l'accueil de doctorants étrangers. En contrepartie, ces relations contractuelles ont pu contribuer à ce que les activités d'expertise prennent le pas sur l'activité de recherche comme en témoigne le petit nombre de publications qui semble associées à cet axe.

- **Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'unité de recherche dans son environnement :**

L'IREDU a un long passé de participation à des projets nationaux et internationaux. Cette capacité semble être tout à fait maintenue y compris par les plus jeunes générations d'enseignants chercheurs. L'IREDU participe à des programmes nationaux et internationaux ainsi qu'à des réseaux.

Actuellement l'IREDU attire notamment des étudiants africains lesquels semblent encadrés dans de bonnes conditions.

L'expertise de l'IREDU est reconnue et permet une valorisation des recherches (par exemple collaboration avec la banque mondiale).



- **Appréciation sur la stratégie, la gouvernance et la vie de l'unité :**

L'IREDU a eu des problèmes de gouvernance. Une des conséquences probables est l'impression d'une juxtaposition de recherches plutôt que de projets scientifiques cohérents. Or l'animation scientifique paraît d'autant plus nécessaire que plusieurs projets semblent manquer d'une réflexion théorique et méthodologique approfondie alors qu'ils portent sur des questions sociales d'actualité et que la pluridisciplinarité des membres (psychologie, philosophie) a considérablement augmenté lors des recrutements plus récents. En revanche ces problèmes de gouvernance n'ont pas empêché la plupart des membres d'avoir une dynamique de recherche comme en témoignent les publications, et les implications dans des projets nationaux et internationaux. Dans le projet, il semble qu'au moins une partie des membres de cette unité s'engage à se coordonner. Le potentiel de l'IREDU actuel semble incontestable, même s'il demande à être renforcé, mais il serait souhaitable que le profil des nouveaux postes soit établi à partir de choix scientifiques.

- **Appréciation sur le projet :**

Une partie de l'axe 1 du bilan se poursuit dans le projet par un axe centré sur les compétences : « la construction des compétences dans les systèmes de formation ». Il complexifie les paradigmes économiques et sociologiques antérieurs, en introduisant dans les processus médiateurs des facteurs de psychologie différentielle, principalement les capacités cognitives et les compétences, explicitement prises en compte pour mesure dans plusieurs des recherches indiquées (par exemple projet ELFE : Enquête Longitudinale Française depuis l'Enfance, ANR COMPSUP, projet soutenu par la région Bourgogne).

Cet élargissement des analyses statistiques à des dimensions et des variables de nature différente de celles précédemment prises en compte est indubitablement pertinent. Cela implique la collaboration avec des psychologues et la maîtrise de leurs conceptualisations et de leurs instruments de mesure, toutes choses déjà engagées dans une recherche du précédent contrat. Cependant, les compétences cognitives semblent prises en compte indépendamment du contexte social ou scolaire, et la notion de compétence est peu problématisée ; cette problématisation nécessiterait de mener une réflexion plus théorique sur ces concepts ; cela est d'autant plus important que, du fait que la question des compétences est proche de la demande sociale, les résultats peuvent avoir des impacts rapides dans l'éducation.

Des 10 enseignants-chercheurs indiqués comme participant aux recherches de cet axe, aucun n'y est à temps plein. 3 cependant participent à 4 au moins des 10 recherches. Comme ils sont relativement jeunes, l'approfondissement de cet axe devrait pouvoir se poursuivre sans grande difficulté. Il serait cependant utile de renforcer cet axe par au moins un recrutement dont le profil aura été pensé en fonction des besoins de recherche après une réflexion approfondie sur les bases théoriques et méthodologiques de cet axe.

L'axe 2 « l'utilisation des compétences sur le marché du travail » introduit, comme pour l'axe 1, les compétences. Cet axe du projet, présenté de façon plus documentée que celui du bilan met en jeu trois objets d'analyse, les parcours scolaire et professionnel, la valorisation des compétences acquises dans l'enseignement supérieur, les besoins de formation et de compétences pour les publics pas ou peu diplômés. Les recherches menées s'articulent avec les anciennes et comportent une problématique générale (l'écart entre compétences acquises en formation et celles requises sur le marché du travail) qui se décline selon des thématiques importantes et pertinentes sur des objets très précis, mais peu articulés entre eux. Elles s'inscrivent dans les démarches quantitatives, voire comparatives qui sont habituelles à l'IREDU (au demeurant, les méthodologies quantitatives sont susceptibles de devoir évoluer et celles-ci ne sont pas explicitées dans leur évolution nécessaire), les données étudiées sont pour partie celles du CEREQ, de l'INSEE, de l'INED ; le panel DEPP sera utilisé. Les dimensions longitudinales et expérimentales sont également présentes dans certaines recherches. D'autres recherches mettent l'accent sur les compétences de base et sur les trajectoires individuelles.



Incontestablement, les recherches de cet axe sont originales tant dans leur objet que dans leur démarche. Cependant elles manquent d'une orientation théorique et cumulative affirmée ; on retrouve ici aussi la nécessité d'un approfondissement théorique de la notion de compétence qui ne peut avoir le même sens chez les enfants et adolescents du système scolaire, chez les étudiants de l'université et les salariés. Il faudra que l'équipe travaille au cumul des résultats, comme à l'analyse critique des bilans dans le domaine théorique comme méthodologique.

Les prises de risque se situent d'abord dans la conduite de recherches longitudinales dans ces domaines. Mais elles relèvent aussi de la difficulté de valoriser les recherches sous forme de publications dans des délais raisonnables, tant les données à étudier sont de grande ampleur (pour certaines recherches au moins).

L'équipe prend aussi des risques, du fait que les ressources en personnels, chercheurs ou enseignants-chercheurs dans les domaines concernés, sont très faibles. Certes l'exploitation de nombreuses bases de données peut compenser cette faiblesse si on considère la question des recueils de données, mais on retrouve le risque d'un manque d'approfondissement de leur interprétation ainsi que d'intégration dans la thématique d'ensemble de cet axe.

L'axe 3 du projet s'intitule « Analyse de l'action publique en éducation et effets de contexte ». Les recherches y sont nombreuses et diverses, que ce soit sur le plan des thèmes ou des champs disciplinaires concernés (économie, sociologie, psychologie, philosophie). Elles sont structurées autour de trois grandes thématiques : a) Gouvernance des systèmes éducatifs, b) Analyse des contextes d'enseignement et production des inégalités de réussite, c) Évaluation des difficultés scolaires, du décrochage et des inégalités de réussite. Les différentes recherches annoncées ont en commun leur finalité « évaluative » et, dans ce cadre, visent à élucider - quelquefois avec une perspective comparatiste - certaines des questions philosophiques, méthodologiques et analytiques que pose l'action publique en éducation. La plupart d'entre elles portent sur des questions qui sont essentielles, tant parce qu'elles sont des questions vives au sein de la communauté scientifique que par leurs implications théoriques ou par leurs enjeux pratiques (par exemple la comparaison entre les modes de régulation des systèmes scolaires, les politiques de formation d'enseignants, le repérage des pratiques enseignantes les plus efficaces pour les acquisitions des élèves, l'évaluation du risque de décrochage scolaire).

L'impression d'ensemble est celle du renouvellement méthodologique (expérimentation randomisée) et thématique (analyse des contextes d'enseignement), favorable à l'émergence de sujets innovants (cyberviolence et décrochage) autour de questions d'intérêt pour la communauté éducative et les acteurs politiques. Jointes au dynamisme de l'équipe, ces caractéristiques sont potentiellement des atouts pour le projet. Toutefois du fait de l'extrême dispersion des questions abordées, on ne peut dire qu'il existe un projet scientifique unifié pour cet axe. Il s'agit plutôt de la juxtaposition de projets individuels ou de petits groupes. En outre, certaines des recherches sont très ambitieuses et apparaissent comme pouvant dénouer des problèmes auxquels s'affrontent depuis des décennies des centaines d'équipes dans le monde. L'un de ces projets par exemple assure pouvoir indiquer les obstacles qui font obstruction à un usage des connaissances scientifiques dans la décision politique, tandis qu'un autre affirme pouvoir établir, grâce à des situations quasi expérimentales, une typologie des pratiques enseignantes et tester leur efficacité sur les acquisitions des élèves au niveau du primaire.

Plusieurs de ces recherches (mais non pas toutes) semblent ignorer les travaux qui ont pu exister antérieurement sur les mêmes questions, leurs résultats et les obstacles théoriques ou méthodologiques qu'ils ont pu rencontrer. Elles auraient mérité d'être problématisées plus en profondeur au regard des bases théoriques existantes et/ou des résultats des travaux antérieurs. De façon générale, l'exposé est le plus souvent trop systématiquement empirique et les projets sont rarement présentés dans une perspective de cumul et de dynamique de connaissances.



Intitulé UR / équipe	C1	C2	C3	C4	Note globale
Institut de Recherche en Education (IREDU)	B	A	C	B	B

C1 Qualité scientifique et production

C2 Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement

C3 Gouvernance et vie du laboratoire

C4 Stratégie et projet scientifique

Statistiques de notes globales par domaines scientifiques
(État au 06/05/2011)

Sciences Humaines et Sociales

Note globale	SHS1	SHS2	SHS3	SHS4	SHS5	SHS6	Total
A+	2	8	2	11	5	6	34
A	12	33	12	13	32	18	120
B	11	37	6	22	19	5	100
C	8	4	2	6	1		21
Non noté	1						1
Total	34	82	22	52	57	29	276
A+	5,9%	9,8%	9,1%	21,2%	8,8%	20,7%	12,3%
A	35,3%	40,2%	54,5%	25,0%	56,1%	62,1%	43,5%
B	32,4%	45,1%	27,3%	42,3%	33,3%	17,2%	36,2%
C	23,5%	4,9%	9,1%	11,5%	1,8%		7,6%
Non noté	2,9%						0,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Intitulés des domaines scientifiques

Sciences Humaines et Sociales

SHS1 Marchés et organisations

SHS2 Normes, institutions et comportements sociaux

SHS3 Espace, environnement et sociétés

SHS4 Esprit humain, langage, éducation

SHS5 Langues, textes, arts et cultures

SHS6 Mondes anciens et contemporains

La Présidente

à

Monsieur Pierre GLORIEUX
AERES
Directeur de la section des unités de
recherche
20 rue Vivienne
75002 Paris

Dossier suivi par :
Véronique SOUBZMAIGNE
Responsable du Pôle Recherche
Veronique.Soubzmaigne@u-bourgogne.fr

Dijon, le 29 mars 2011

Objet : Evaluation AERES - S2UR120001827 - Institut de Recherche en Education (IREDU) - 0211237F

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie de l'envoi du rapport d'évaluation du laboratoire « Institut de Recherche sur l'Education : Sociologie et Economie de l'Education (IREDU) » qui associe l'université de Bourgogne et le CNRS et vous prie de trouver ci-après les observations formulées par son Directeur, Monsieur Bruno Suchaut.

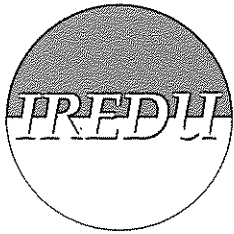
Concernant les recommandations formulées sur la gouvernance de cette unité de recherche, l'université de Bourgogne, en lien avec le CNRS, poursuivra la démarche qu'elle a dernièrement engagée autour des modalités de fonctionnement et de direction de ce laboratoire.

L'université de Bourgogne, dans ses recrutements d'enseignants-chercheurs, s'attachera par ailleurs à coordonner la dimension enseignement et la dimension recherche en prenant notamment en compte les orientations scientifiques qui seront définies par la gouvernance renouvelée de l'IREDU.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de toute ma considération.

Sophie BÉJEAN





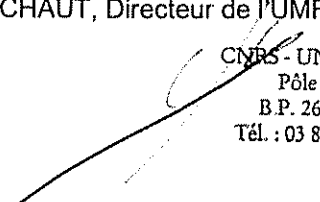
Observations concernant le rapport de l'AERES pour l'IREDU

Volet général

- 1) Les remarques concernant la gouvernance du laboratoire nous paraissent pertinentes. C'est une question actuellement discutée au sein de l'IREDU à partir des propositions présentées dans le projet du laboratoire. L'équipe est consciente des limites du fonctionnement actuel et s'attache à le faire évoluer rapidement en élaborant un cadre plus précis et plus collégial en matière de direction scientifique. Nous tenons par ailleurs à souligner que pendant la durée du contrat actuel, l'animation scientifique du laboratoire s'est notamment manifestée par l'organisation régulière de séminaires (43 séminaires de l'IREDU), de journées d'études et de colloques internationaux.
- 2) L'équipe est également consciente qu'elle doit encore progresser vers une meilleure articulation des travaux relevant des différents axes et des thèmes au sein de ces axes, notamment en ce qui concerne la notion de compétence qui demande à être mieux articulée entre les axes 1 et 2 du projet (articulation entre compétences scolaires et compétences professionnelles). Comme cela a été mentionné dans le projet, cette réflexion sur la notion de compétence sera l'objet d'un des thèmes de recherche transversaux du laboratoire. Elle sera également questionnée d'un point de vue théorique à partir des différentes approches disciplinaires des membres du laboratoire.
- 3) Un commentaire du rapport d'évaluation de l'AERES (page 9) mérite des précisions complémentaires de façon à gommer certaines incompréhensions. Il est indiqué que les « compétences cognitives semblent prises en compte indépendamment du contexte social et scolaire ». Or, les publications relatives à cette thématique, ainsi que les projets en cours considèrent bien les capacités cognitives comme des déterminants des compétences scolaires agissant à la marge des facteurs contextuels et individuels (sociaux notamment). Au niveau méthodologique, les modèles économétriques mobilisés dans les recherches prennent explicitement en compte des liens entre ces différents facteurs et les capacités cognitives. Par ailleurs, la réflexion sur ce concept de « capacités cognitives » est une préoccupation des chercheurs impliqués dans cette thématique puisqu'ils travaillent en collaboration avec des psychologues des apprentissages qui contribuent à l'élaboration de modèles théoriques (notamment pour la mémoire de travail).

Fait à Dijon, le 30 mars 2011

Bruno SUCHAUT, Directeur de l'UMR 5225


IREDU
CNRS - UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE
Pôle AAFE - Esplanade Erasme
B.P. 26513 - 21065 DIJON CEDEX
TÉL. : 03 80 39 54 50 - Fax : 03 80 39 54 79